

## PROCES VERBAL REUNION DU BUREAU

DU 12 FEVRIER 1994 A SALBRIS

**Présents :** MM BOISARD Jean-François (jusqu'à 16h15), BRION Jean-Jacques, JACOB Gérard, LACOUR Jean-Claude, MAIGNAN Jean, MASSALOUX Claude.  
MM GOULOUMES Marc (C.T.L.) MORIN Jean-Marie (C.T.R)

**Invités Présents :** Mme COURY Nicole, M TERRIEN Bruno (jusqu'à 17h30)

**Excusé :** M ERRANT Claude

**Invité Absent :** M BEIGNEUX François

En ouvrant la séance à 14h40, le Président rappelle que les trois Présidents de Comités Départementaux, non élus au Bureau Régional, ont été invités suite à la décision du dernier Comité Directeur afin de donner leur avis sur le point de l'ordre du jour portant sur l'organigramme de l'encadrement technique.

Il demande cependant qu'ils soient autorisés à assister à l'ensemble de la réunion, ce qui est accepté à l'unanimité.

### Ajouts à l'ordre du jour :

- Convention UNSS
- Récompenses honorifiques aux Capitaines des Interligues
- Projet matériel IRF

### 1 - ORGANIGRAMME DE L'ENCADREMENT TECHNIQUE.

L'exposé fait par Jean-François BOISARD relate les dispositions prises au cours de la réunion du 20 Janvier à laquelle assistaient le Président, le Vice-Président responsable de la Commission Jeunes et Technique, le C.T.R. et le C.T.L.

#### Principes de bases

- Le C.T.R. et le C.T.L. n'auront pas de hiérarchie réciproque et seront placés sous l'autorité du Président sous couvert du Vice-Président chargé de la CRJT.
- Ils devront agir en parfaite concertation c'est pourquoi il ne leur a pas été imposé un organigramme précis, afin de leur laisser un choix commun.
- Ils prendront chacun la responsabilité d'un grand dossier, charges administratives comprises, à savoir la formation et la technique en y incluant les relations avec les départements, l'I.R.F. et la Section Scolaire Régionale.
- La Formation sera dévolue à Jean-Marie MORIN et la Technique à Marc GOULOUMES.
- Ils seront néanmoins complémentaires dans leurs tâches respectives sans "barrières" entre eux deux.

C'est ainsi que :

- \* l'I.R.F. sera dans un premier temps sous la responsabilité de Marc GOULOUMES
- \* les missions départementales seront partagées suivant les emplois du temps respectifs sans aucune priorité d'un département à l'autre.
- \* pour les épreuves et pour les stages d'été leur responsabilité sera commune.
- \* pour la technique Marc GOULOUMES se chargera plus spécialement des catégories Cadets à Espoirs et Jean-Marie MORIN des Benjamins et Minimes.

- La situation ne sera pas figée et pourra changer au fil des années.
- L'organisation déjà prévue pour la fin de saison 93-94 ne sera pas bouleversée, Jean-Marie MORIN s'intégrant au fur et mesure jusqu'à son implantation familiale définitive sur ORLEANS.

Les dispositions sont adoptées à l'UNANIMITE

## **2 - REMUNERATION DU CONSEILLER TECHNIQUE DE LIGUE**

Le Président remet un document :

- Reprenant l'historique du salaire de C.T.L.
- Donnant les bases du traitement du C.T.R.
- Fournissant la grille indiciaire des charges d'Enseignement de l'Education Physique et des Sports.

Il signale que Jean-Marie MORIN, recevra un traitement basé sur cette grille indiciaire, selon son ancienneté dans l'Education Nationale, auquel viendra s'ajouter une prime annuelle (payable selon les décisions de la D.R.J.S) de 27000 Francs, dite prime de suggestion.

Il propose de calquer le salaire de Marc GOULOUMES sur le même système ce qui revient à dire en cas d'accord que nous appliquerons au plan de carrière, par l'intermédiaire de la grille indiciaire, et que nous lui accorderons la prime annuelle.

### **Résultats des votes**

Plan de carrière : 6 Pour

Prime annuelle : 3 Contre - 3 Pour dont la voix prépondérante du Président.

La proposition est donc acceptée. Néanmoins le salaire actuel de Marc GOULOUMES correspondant au 6ème échelon (10 ans d'ancienneté) alors qu'il ne devrait être qu'au 4ème échelon (4 ans d'ancienneté) il est donc décidé :

- de ramener la prime annuelle à 21000 Francs pour 1994 et de l'augmenter ensuite de 1000 Francs par an jusqu'à 27000 Francs.
- de baser son salaire sur 383 points (6ème échelon) à compter du 01.02.94 (valeur actuelle du point 307,11).
- de lui laisser l'ensemble des charges qui lui sont imputables en tant qu'employé.

En cas de changement important dans l'attribution de la prime aux cadres mis à disposition par l'Etat, le bureau se réserve la possibilité d'étudier à nouveau la situation.

## **3 - SECTION SCOLAIRE REGIONALE**

Il s'agit dans les faits de relancer sous une nouvelle appellation l'ancien dossier Centre de Haut Niveau Régional.

Après que Marc GOULOUMES ait présenté un premier dossier (Objectifs, organisation nationale et régionale, recrutement, encadrement et financement de l'encadrement etc ...) le Président rappelle que la décision appartient au Comité Directeur et que celui-ci ne statuera que sur un dossier étayé avec des éléments officiels et confirmés ainsi que sur un budget prévisionnel définitif. Une réunion exceptionnelle du Comité Directeur est prévue en ce sens pour le 25 Mars à 20h30 dans les locaux du Comité du Loiret.

## **4 - AIDE AUX SPORTIFS DE HAUT NIVEAU**

Ce dossier n'est pas complet. Après avoir rappelé que les aides n'ont été promises que pour le 1er Semestre 94, le Président demande de reporter le dossier à la réunion du 16-04, ce qui est accepté.

## **5 - PLAN COORDONNE MATERIEL**

Le Président donne des informations sur la dernière présentation du dossier.

Contrairement à la décision prise par le dernier Comité Directeur, les parts départementales dans le plan de financement (Conseils Généraux, FNDS et Comité Départemental) ont été calculées au prorata du nombre de clubs et de licenciés. Cette méthode a été fortement conseillée par la D.R.J.S.

Il ne s'agit que d'une présentation et nous ferons par la suite en fonction de ce que nous avons prévu suivant les accords reçus et les possibilités de chaque Comité Départemental.

## **6 - TOP 12 NATIONAL**

Des ultimes informations sont données par Jean-Claude LACOUR.

Deux sujets principaux :

- Par suite de panne, la sonorisation du Palais des Sports est défaillante. Nous sommes obligés de nous débrouiller par nous-même, ce qui nous obligera à une dépense supplémentaire de 5000 Francs.
- La location atteint à ce jour 30000 Francs environ. La recette prévisionnelle de 5000 Francs sera vraisemblablement atteinte.

## **7 - INFORMATIONS ET DECISIONS SUR DOSSIERS DIVERS**

### **Modifications des Statuts et du Règlement Intérieur**

Joël CHAILLOU, Président de la Commission Fédérale des Statuts et Règlements, a donné son accord sur la suppression d'articles sur lesquels il lui avait été demandé son avis, à l'exception de l'article portant " sur la compétence de l'Assemblée Générale, pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges immobiliers, la constitution d'hypothèques etc ..."

Il a également changé le sens, sans enlever l'essentiel, sur l'article portant "sur la responsabilité de la Ligue en cas de carence d'un Comité Départemental"

En matière de discipline on s'oriente vers :

- une prise de décision des sanctions disciplinaires par des organismes régionaux (ex: Commissions) dont la composition serait, pour une partie minoritaire, des personnes du Comité Directeur et, pour une partie majoritaire, des personnes extérieures.
- Une possibilité d'appel direct auprès de la Fédération ce qui supprimerait le jury d'appel régional et l'intervention du Comité Directeur Régional.

### **Publicité DAUPHIN sur T.T. Centre**

Malgré différents courriers, Monsieur DELNATE fait la sourde oreille et maintien sa proposition de 3000 Francs (1500 en espèces et 1500 en bons d'achats) pour 1/2 page de publicité.

Par 4 voix pour et 1 contre, le bureau s'oppose à cette manière de faire, considérée comme du chantage, et charge le Président d'écrire en ce sens en donnant 15 jours de délai avant suppression de la publicité.

### **Vente du Fichier associations**

Renseignements pris auprès de la Fédération, celle-ci commercialise le fichier Fédéral à 10000 Francs pour 5000 associations soit 2 Francs par clubs.

Cette tarification ne semble pas valable pour la Ligue et par 4 voix et 1 abstention il est décidé d'appliquer 5 Francs soit actuellement 1500 Francs pour l'ensemble du fichier régional.

### **Mérite Fédéral**

Le Conseil de l'Ordre Fédéral a décidé qu'à compter de 1994, il pourrait être attribué le Mérite Fédéral, bronze maximum, aux personnes dont l'activité n'a pas dépassé le plan départemental mais qui y sont devenues des personnalités, à cause de leur action, de leur influence et des services éminents qu'elles ont rendu au Tennis de Table dans leur département.

La seule condition requise est d'être titulaire de la médaille d'Or Régionale depuis au moins 4 ans.

Le Président est chargé de faire le nécessaire pour la promotion 1994.

### **Indemnités de Formation**

Contrairement à ce qui a été dit au précédent Comité Directeur, le principe de l'indemnité de formation est, selon un juriste, parfaitement légal, l'impossibilité portant seulement sur l'indemnité de promotion est sur les indemnités de formation excessives.

La Fédération a donc l'intention de poursuivre son projet d'extension des indemnités de formation vers les arbitres et les entraîneurs.

### Licences Corporatives

Le Comité Directeur Fédéral du 22 Janvier 1994 a entériné définitivement le principe d'autoriser les licenciés de clubs libres d'être Président ou Secrétaire ou Trésorier d'une association exclusivement corporative à la condition qu'ils détiennent pour cette association la qualification corporative.

Il n'est pas proposé de modification du barème des voix pour les Assemblées Générales c'est à dire que si un club corpo n'a par exemple qu'un licencié il ne disposera d'aucune voix.

### Récompenses honorifiques aux Capitaines d'Equipes

Le Bureau, notant que le Capitaine reçoit comme les joueurs la médaille correspondant au podium, décide de revenir sur la décision de le récompenser d'une manière honorifique et ce à l'UNANIMITE. Il en informera le Comité Directeur.

### Convention UNSS

L'UNSS et la F.F.T.T. ont créé un Championnat de France Individuel "Elite Scolaire".

La qualification Nationale s'obtient au niveau des Finales Départementales puis Régionales ouvertes aux licenciés UNSS.

Le Président est chargé de signer la convention régionale établie à cet effet en supprimant toutefois l'article où il est écrit que les licenciés UNSS pourraient ne pas être licenciés à la F.F.T.T.

### Projet Matériel IRF

L'Institut Régional de formation à l'intention de déposer un projet de financement de 10 tables auprès du Conseil Régional.

Ces tables seraient propriété de l'IRF mais, dans les faits, elles resteraient à notre disposition pour les diverses actions de formation et autres.

Notre seul engagement consiste à participer au financement à hauteur de 3000 Francs sur un projet global de 40000 Francs.

Un accord est donné à l'unanimité.

La séance est levée à 18h15.

C.MASSALOUX

NB : Par suite d'une impossibilité du Président, la réunion du Comité Directeur, prévue (voir folio 3 Section Scolaire Régionale) prévue initialement le Vendredi 25 Mars à 20h30 à ORLEANS au Comité du Loiret, a été avancée au Mardi 22 Mars à la même heure et au même lieu.